

BE-A0523\_713415\_801197\_FRE

Inventaire des archives de la commune des  
Avins, 1803-1977



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Historique.....	7
Compétences et activités.....	7
Organisation.....	8
Archives.....	9
Historique.....	9
Acquisition.....	10
Contenu et structure.....	11
Contenu.....	11
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	11
Finances et fiscalité.....	11
Patrimoine.....	12
Etat civil.....	12
Population.....	12
Elections.....	13
Affaires militaires.....	13
Travaux publics.....	14
Enseignement.....	14
Bienfaisance ou assistance publique.....	14
Culte.....	14
Langues et écriture des documents.....	15
Sélections et éliminations.....	15
Accroissements/compléments.....	15
Mode de classement.....	15
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	19
I. Généralités.....	19
A. Conseil communal.....	19
1 - 8 Registres aux délibérations. 1818-1944.....	19
10 - 15 Registres des ordres du jour. 1887-1964.....	19
16 - 22 Extraits du registre aux délibérations. 1949-1973.....	20
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	20
23 - 28 Registres aux délibérations. 1820-1941.....	20
29 - 31 Extraits du registre aux délibérations du collège. 1965-1976.....	21
C. Répertoire des actes.....	21
D. Correspondance générale.....	21
E. États généraux, enquêtes et statistiques générales.....	21
F. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	21
II. Organisation et personnel.....	22
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	22
1. Création, dénomination, suppression ou fusion.....	22
2. Territoire.....	22
3. Coopération intercommunale.....	22

---

B. Organisation et membres des organes politiques.....	22
C. Personnel des services.....	23
1. Dossiers du personnel administratif et technique.....	23
2. Dossiers du personnel enseignant.....	23
III. Patrimoine.....	24
A. Biens immobiliers.....	24
53 - 56 Dossiers relatifs aux locations de parcelles communales. 1821-1938..	24
B. Biens mobiliers.....	26
78 - 80 Dossier relatif à la vente de bois. 1890-1975.....	26
IV. Finances et fiscalité.....	27
A. Comptabilité du secrétariat.....	27
1. Budgets et annexes.....	27
83 - 99 Budgets annuels et annexes. 1816-1976.....	27
2. Emprunts.....	28
B. Comptabilité du receveur.....	28
1. Registres de comptabilité.....	28
2. Comptes et pièces justificatives.....	28
107 - 123 Comptes annuels et annexes. 1813-1976.....	28
124 - 152 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1932-1975.....	30
3. Entrée en fonction du receveur.....	31
C. Impositions et taxes.....	32
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	32
156 - 157 Matrices cadastrales actives mécanisées. [1966-1977].....	32
V. État civil.....	33
VI. Population.....	34
A. Registres et mouvements de la population.....	34
160 - 166 Registres de population. 1846-1890.....	34
162 - 165 1867-1879.....	34
167 - 169 Registres des entrées. 1901-1976.....	34
170 - 172 Registres des sorties. 1901-1976.....	34
173 - 176 Avis et certificats de résidence établis dans le cadre de sorties. 1944-1973.....	35
177 - 180 Avis et certificats de résidence établis dans le cadre d'entrées. 1946- 1973.....	35
B. Recensements et autres états de la population.....	35
184 - 187 Bulletins de ménage des recensements généraux. 1930-1971.....	36
C. Cartes d'identité et passeports.....	36
D. Étrangers.....	36
VII. Élections.....	37
A. Listes électorales et listes dérivées.....	37
B. Dossiers des élections.....	37
VIII. Affaires militaires et guerres.....	38
A. Service militaire.....	38
201 - 217 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1850-1975.....	38
218 - 219 Registre des militaires en congé. 1882-1923.....	39
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	39
C. Guerres et conséquences.....	39
D. Ravitaillement.....	40
IX. Police.....	41
A. Missions de police administrative.....	41
B. Missions de police judiciaire.....	41
X. Santé publique.....	42

A. Immondices.....	42
B. Police sanitaire des animaux domestiques.....	42
C. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	42
D. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	42
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	43
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	43
1. Bâtiments scolaires.....	43
2. Bâtiments du culte.....	43
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	43
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	45
D. Travaux forestiers.....	45
E. Services d'utilité publique.....	45
1. Distribution d'eau.....	45
2. Distribution d'électricité.....	45
3. Éclairage public.....	46
4. Téléphone.....	46
5. Radio et télévision câblées.....	46
F. Aménagement du territoire.....	46
XII. Enseignement.....	47
A. Organisation.....	47
B. Équipement.....	47
C. Finances.....	47
XIII. Culture, sports et divertissements.....	48
XIV. Économie.....	49
A. Agriculture et sylviculture.....	49
292 - 294 Recensement agricoles. 1935-1976.....	49
296 - 298 Dossier relatif au projet de remembrement et de bonification des biens ruraux. 1959-1968.....	49
B. Élevage.....	49
C. Commerce.....	49
XV. Affaires sociales.....	51
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	52
A. Bureau de bienfaisance.....	52
1. Généralités.....	52
2. Finances.....	52
306 - 317 Budgets annuels et annexes. 1812-1925.....	52
318 - 328 Comptes annuels. 1820-1924.....	53
B. Commission d'assistance publique.....	53
1. Généralités.....	53
2. Organisation.....	54
3. Personnel.....	54
4. Finances.....	54
333 - 338 Budgets annuels et annexes. 1926-1976.....	54
339 - 345 Comptes annuels et annexes. 1925-1977.....	54
346 - 375 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1937-1973.....	55
5. Exécution des tâches.....	57
XVII. Fabrique d'église des Avins.....	58
381 - 393 Budgets annuels. 1811-1976.....	58
394 - 410 Comptes annuels. 1807-1974.....	58

## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune Les Avins

Période:  
1803-1977

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0523.7473

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 411.00
- Etendue inventoriée: 10.35 m

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Liège

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

---

Histoire du producteur et des archives

## PRODUCTEUR D'ARCHIVES

### NOM

Commune des Avins.

### HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion de la Belgique par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Les Avins dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Havelange, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Les Avins devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Havelange (1802-1825) <sup>1</sup>.

La commune fait partie successivement du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814), puis des provinces de Liège (1815-1819), de Namur (1815-1823) et à nouveau de Liège (1823-1977) ; des arrondissements administratifs de Marche-en-Famenne (1800-1819), Dinant (1819-1823) et Huy (1823-1977) ; et des arrondissements judiciaires de Marche-en-Famenne (1796-1823) et de Huy (1823-1977). Les Avins relève par ailleurs des cantons de milice de Havelange (1817-1824), Seny (1824-1870) Modave (1870-1913) et Huy <sup>2</sup>.

Le nom de la localité apparaît pour la première en 817, alors qu'elle est donnée à l'abbaye de Saint-Hubert. Il existe déjà une paroisse au IXe siècle, qui regroupait les territoires de Grand Avin, Petit Avin, Terwagne et Rappart, et était à la collation de l'abbé de Stavelot. Les Avins sera le lieu de plusieurs batailles durant la guerre de Trente ans, au point que le village est abandonné pendant plusieurs années suite aux destructions occasionnées.

L'élevage et l'agriculture ont longtemps constitué les principales activités économiques mais l'exploitation des carrières, au début du XXe siècle, a métamorphosé la commune. De taille modeste, Les Avins ne compte que 476 habitants dans les années soixante, à peine plus qu'en 1846, lorsque le village en comptait 345.

Le 1er janvier 1977, la commune des Avins est fusionnée avec les communes de Bois-et-Borsu, Clavier, Ocquier, Pailhe et Terwagne pour former l'actuelle commune de Clavier.

### COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette

---

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

---

les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux <sup>3</sup>.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

## ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps,

---

3 Pasiomie, 1ère série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.



composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette dispositions reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base principalement sur les rapports concernant l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes des Avins et de Clavier, constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Une première visite dans les archives de la commune est effectuée le 21 mai 1990 par Pierre Bauwens, alors archiviste aux Archives de l'État à Liège. Ce dernier souligne alors la très bonne conservation des archives communales. Suite à cette inspection, des archives d'avant la fusion des communes de 1977 sont versées par la commune de Modave aux Archives de l'État à Liège. <sup>4</sup>La situation va toutefois se dégrader dans les années qui suivent[DS1].

Un portrait précis de la situation des archives communales est brossé par le rapport d'inspection d'Anne Jacquemin, chef du service des Archives de l'État à Liège, suite à sa mission d'inspection du 19 février 2014 : on est " confronté à un problème de conservation et de classement des archives communales. Les risques de dégradation sont réels, avec les lacunes que cela implique(ra), non seulement pour la gestion administrative de la commune, mais aussi pour son histoire ". Les documents sont attaqués par l'humidité et soumis aux assauts des rongeurs, comme en témoignent les registres abimés ainsi que les matières fécales dispersées sur le sol. Les conditions climatiques ne sont guère meilleures puisqu'on note de fortes variations de température ainsi qu'une

---

4 L'unique document concernant Les Avins a été intégré dans le chapitre VII du présent inventaire.

humidité inadéquate.

En vue de remédier à cette situation, la commune a signé en 2018 une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

#### ACQUISITION

Dépôt de la commune de Clavier effectué aux Archives de l'État à Liège le 5 juin 2018.

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune des Avins entre 1803 et 1977.

Procédons par grandes séries d'archives :

### CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

### FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux,

déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

## ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit

à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la

majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français à l'exception de certaines pièces en allemand.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :  
MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.  
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

## ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie <sup>5</sup>. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part, par la présence d'un exemplaire de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

## MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système un système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogue ne

---

5 [www.geoportail.wallonie.be](http://www.geoportail.wallonie.be).

convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif <sup>6</sup>. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne <sup>7</sup>.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

---

6 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

7 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica Manuale, 18).



---

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.



---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 8 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1818-1944. 1818-1824.	1 cahier
2	1825-1831.	1 cahier
3	1831-1841.	1 cahier
4	1852-1865.	1 cahier
5	1865-1895.	1 volume
6	1895-1907.	1 volume
7	1907-1925.	1 volume
8	1943-1944.	1 cahier
9	Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1848-1911.	1 liasse
10	10 - 15 REGISTRES DES ORDRES DU JOUR. 1887-1964. 1887-1902.	1 cahier
11	1902-1919.	1 cahier
12	1909-1916.	1 cahier

---

13	1919-1928.	1 cahier
14	1929-1940.	1 cahier
15	1944-1964.	1 cahier
16	16 - 22 EXTRAITS DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS. 1949-1973. 1949-1956.	1 liasse
17	1953-1958.	1 liasse
18	1959-1961.	1 liasse
19	1964-1965.	1 chemise
20	1965-1973.	1 liasse
21	1967-1969.	1 chemise
22	1973.	1 chemise
 <i>B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS</i>		
23	23 - 28 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1820-1941. 1820-1859.	1 cahier
24	1861-1876.	1 cahier
25	1877-1885.	1 cahier
26	1886-1917.	1 volume

- 
- |    |  |           |
|----|--|-----------|
| 27 | 1917-1930.   | 1 cahier  |
| 28 | 1930-1941.   | 1 cahier  |
| 29 | 29 - 31 EXTRAITS DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE.<br>1965-1976.<br>1965-1966.   | 1 liasse  |
| 30 | 1967-1975.   | 1 liasse  |
| 31 | 1975-1976.   | 1 liasse  |
| 32 | <i>C. RÉPERTOIRE DES ACTES</i><br>Répertoires des actes de l'administration communale. 1838-1938.  | 1 chemise |
| 33 | <i>D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE</i><br>Correspondance entrante à destination du bourgmestre. 1949-1950.  | 1 liasse  |
| 34 | <i>E. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES</i><br>Enquête générale sur l'état et les caractéristiques de la commune. 1958.   | 1 chemise |
| 35 | <i>F. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE</i><br>Dossier relatif à l'affaire en justice opposant la commune et la société de construction en liquidation Léonard. 1972-1975. | 1 chemise |

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

#### 1. CRÉATION, DÉNOMINATION, SUPPRESSION OU FUSION

- 36 Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1976. 1 chemise

#### 2. TERRITOIRE

- 37 Dossier relatif aux limites des communes de Havelange et des Avins. 16 mai 1804 (26 floréal an XII)-1819. 1 chemise

#### 3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 38 Budgets du service intercommunal de désinfection des communes des Avins, Linchet, Pailhe, Vyle-et-Tharoul et Modave. 1926-1928. 1 chemise

- 39 Dossier relatif à la participation de la commune à la Société intercommunale d'électricité du pays de Liège. 1929. 1 liasse

- 40 Dossier relatif à la participation de la commune à la Société intercommunale des eaux de la source des Avins. 1934-1937. 1 chemise

- 41 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la Société intercommunale d'électricité de la région verwiétoise. 1956-1960. 1 liasse

### B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

- 42 Registre d'installation des membres. 1818-1831. 1 cahier

- 43 Dossier relatif à l'installation et la prestation de serment du bourgmestre et des conseillers. 1867-1971. 1 liasse

- 44 Dossier relatif à la démission du conseiller Bertrand. 1905. 1 chemise

*C. PERSONNEL DES SERVICES*

## 1. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- 45 Dossier relatif à la nomination de gardes champêtres. 1833-1974.  
1 liasse
- 46 Dossier relatif à la nomination et le traitement du secrétaire communal. 1941-1951.  
1 chemise
- 47 Dossier relatif à la démission et la demande de pension du secrétaire communal Ninove. 1947-1955.  
1 chemise
- 48 Dossier relatif à la nomination d'un secrétaire communal intérimaire. 1950-1951.  
1 chemise
- 49 Dossier relatif à la démission et la pension du receveur communal. 1960-1961.  
1 chemise
2. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
- 50 Dossier relatif à la nomination d'institutrices maternelles et primaires temporaires. 1928-1973.  
1 liasse
- 51 Dossier relatif à la nomination d'instituteurs pour les écoles maternelles et primaires. 1961-1965.  
1 liasse
- 52 Correspondance générale relative au recrutement de membres du personnel enseignant. 1970-1973.  
1 liasse

## III. PATRIMOINE

## A. BIENS IMMOBILIERS

## 53 - 56 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS DE PARCELLES COMMUNALES. 1821-1938.

53	48 lots. 1821.	1 chemise
54	46 lots. 1849.	1 chemise
55	65 lots. 1937.	1 pièce
56	14 lots. 1938.	1 chemise
57	Dossier relatif à l'acquisition et la vente de terrains. 1861-1906.	1 liasse
58	Dossier relatif à l'échange de trois parcelles avec l'intercommunale de Clavier-Terwagne pour le passage d'une conduite d'eau. 1896-1918.	1 chemise
59	Dossier relatif à l'acquisition de parcelles en vue d'améliorer les chemins communaux. 1902-1903.	1 chemise
60	Dossier relatif à la vente de dix parcelles. 1907.	1 chemise
61	Dossier relatif à la demande d'établissement d'une voie Decauville traversant en deux points le chemin n° 3 de Clavier aux Avins. 1924.	1 chemise
62	Dossier relatif à la vente de quinze parcelles. 1927.	1 chemise
63	Dossier relatif à la vente d'une parcelle cadastrée section B n° 88d. 1933.	1 chemise
64	Dossier relatif à la vente de deux parcelles au lieu-dit " chemin de Grand-Avin ". 1937.	



---

		1 chemise
65	Dossier relatif à la comparaison des prix de location des biens-fonds communaux. 1938.	1 chemise
66	Dossier relatif à la vente d'une parcelle cadastrée section B n° 37p. 1939.	1 chemise
67	État comparatif des anciens et nouveaux fermages communaux. 1947.	1 chemise
68	Dossier relatif à l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section B n° 57 et 59. 1962.	1 chemise
69	Dossier relatif à l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section B n° 57w et 59b. 1962.	1 chemise
70	Dossier relatif à la vente de parcelles à bâtir au lieu-dit " sur les communes ". 1964-1967.	1 chemise
71	Dossier relatif à l'acquisition d'une emprise le long du chemin vicinal n° 12. 1964-1973.	1 chemise
72	Dossier relatif à la vente d'une parcelle cadastrée section A n° 281. 1965-1966.	1 chemise
73	Dossier relatif à l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section B n° 121b en vue de l'amélioration du tournant du chemin n° 3. 1969-1975.	1 chemise
74	Dossier relatif à l'acquisition de parcelles dans la section A n° 120, 123, 124 et 126 en vue de l'amélioration du patrimoine communal. 1970-1976.	1 chemise
75	Dossier relatif à l'acquisition d'une bande de terrain en vue d'améliorer l'accotement de voirie. 1971.	1 chemise
76	Dossier relatif à la vente d'une parcelle de pâture au lieu-dit " les	

---

Claveaux ". 1975.

1 chemise

77

Dossier relatif à la donation de trois parcelles par Valentine Honlet à la commune. 1976.

1 chemise

*B. BIENS MOBILIERS*

78

78 - 80 DOSSIER RELATIF À LA VENTE DE BOIS. 1890-1975.  
1890-1943.

1 liasse

79

1947-1958.

1 liasse

80

1960-1975.

1 liasse

81

Dossier relatif à la location des droits de chasse et de pêche. 1921-1974.

1 liasse

82

Dossier relatif à la vente publique de futaie. 1970-1973.

1 liasse

## IV. FINANCES ET FISCALITÉ

## A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

## 1. BUDGETS ET ANNEXES

83 - 99 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1816-1976.  
1816-1819.

83		1 chemise
84	1820-1824, 1827, 1829.	1 chemise
85	1830-1833, 1835-1839.	1 chemise
86	1840-1844, 1846-1849.	1 chemise
87	1850-1859.	1 chemise
88	1860-1869.	1 chemise
89	1870-1879.	1 chemise
90	1880-1889.	1 chemise
91	1890-1899.	1 chemise
92	1900-1909.	1 liasse
93	1910-1919.	1 liasse
94	1920-1929.	1 liasse
95	1930-1939.	1 liasse
96	1940-1949.	1 liasse

---

		1 liasse
97	1950-1959.	1 liasse
98	1960-1969.	1 liasse
99	1970-1976.	1 liasse
100	Dossier relatif aux modifications budgétaires. 1965-1975.	1 liasse
101	2. EMPRUNTS Registre des dettes constituées et exigibles de la commune. 1814.	2 cahiers
102	Dossier relatif au remboursement de la dette communale. 1803/1804 (an XII)-1820.	1 chemise
103	Dossier relatif au remboursement d'une dette au baron de Goer. 1817.	1 chemise
104	Dossier relatif aux emprunts contractés en vue de construire un bâtiment scolaire. 1894-1917.	1 chemise
105	Dossier relatif aux emprunts contractés en vue de rénover les chemins communaux et le bâtiment scolaire. 1953-1972.	1 liasse
<i>B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
106	1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ Grands-livres des recettes et des dépenses. 1972-1974.	1 liasse
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
107	107 - 123 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1813-1976. 1813, 1815, 1817.	1 chemise

---

108	1823-1825, 1827-1829.	1 chemise
109	1830-1839.	1 chemise
110	1841-1849.	1 chemise
111	1850-1859.	1 chemise
112	1860, 1861, 1863-1869.	1 chemise
113	1870-1879.	1 chemise
114	1880-1889.	1 chemise
115	1890-1899.	1 chemise
116	1900-1909.	1 chemise
117	1910-1919.	1 chemise
118	1920-1929.	1 liasse
119	1930-1939.	1 liasse
120	1940-1949.	1 liasse
121	1950-1957.	1 liasse
122	1960-1969.	1 liasse
123	1970-1976.	1 liasse

---

	<i>124 - 152 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1932-1975.</i>	
124	1932-1955.	1 chemise
125	1944.	1 chemise
126	1945.	1 chemise
127	1946.	1 chemise
128	1947.	1 liasse
129	1948.	1 liasse
130	1949.	1 liasse
131	1950.	1 liasse
132	1951.	1 liasse
133	1952.	1 liasse
134	1953.	1 liasse
135	1955.	1 liasse
136	1956.	1 liasse
137	1957.	1 chemise
138	1958.	1 chemise

---

139	1959.	1 chemise
140	1960.	1 chemise
141	1961.	1 chemise
142	1962.	1 liasse
143	1963.	1 chemise
144	1964.	1 chemise
145	1965.	1 chemise
146	1966.	1 chemise
147	1967.	1 chemise
148	1968.	1 liasse
149	1969.	1 chemise
150	1970.	1 chemise
151	1971.	1 chemise
152	1975.	1 chemise
153	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Compte de fin de gestion que rend Joseph Hastir à son successeur Gaston Dernelle. 1960.	1 pièce

154      Compte de fin de gestion que rend Gaston Dernelle à son  
successeur Robert Martiny. 1971. 1 pièce

155      *C. IMPOSITIONS ET TAXES*  
Dossier relatif au projet d'imposition des propriétaires de terrains  
affectés à l'exploitation des carrières. 1906. 1 chemise

*D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*

156      156 - 157 MATRICES CADASTRALES ACTIVES MÉCANISÉES. [1966-  
1977].  
Articles 1 à 598. 1 volume

157      Articles 600 à 772. 1 volume



- 158** V. ÉTAT CIVIL  
Dossier relatif aux demandes d'obtention de concessions dans le  
cimetière communal. 1935-1948.  
1 chemise
- 159** Correspondance générale relative à l'état civil. 1952-1970.  
1 liasse

## VI. POPULATION

## A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

160	160 - 166 REGISTRES DE POPULATION. 1846-1890. 1846-1856.	7 volumes
161	1857-1866.	
162	162 - 165 1867-1879. Première partie.	1 volume
163	Deuxième partie.	1 volume
164	Premier index.	1 volume
165	Second index.	1 volume
166	1880-1890.	
167	167 - 169 REGISTRES DES ENTRÉES. 1901-1976. 1901-1942.	1 volume
168	1942-1962.	1 volume
169	1962-1976.	1 volume
170	170 - 172 REGISTRES DES SORTIES. 1901-1976. 1901-1936.	1 volume
171	1937-1962.	1 volume
172	1962-1976.	1 volume

---

173	173 - 176 AVIS ET CERTIFICATS DE RÉSIDENCE ÉTABLIS DANS LE CADRE DE SORTIES. 1944-1973. 1944-1949.	1 liasse
174	1950-1959.	1 liasse
175	1960-1969.	1 liasse
176	1970, 1971, 1973.	1 chemise
177	177 - 180 AVIS ET CERTIFICATS DE RÉSIDENCE ÉTABLIS DANS LE CADRE D'ENTRÉES. 1946-1973. 1946-1949.	1 chemise
178	1950-1959.	1 liasse
179	1960-1969.	1 liasse
180	1970-1973.	1 chemise
181	Registre des naissances et décès dans une autre commune. 1956-1976.	1 volume
182	<i>B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Dossier relatif aux recensements de mouvements de la population. 1933-1975.	1 liasse
183	Dossier relatif aux statistiques des mouvements de la population. 1950-1974.	1 liasse

---

184	184 - 187 BULLETINS DE MÉNAGE DES RECENSEMENTS GÉNÉRAUX. 1930-1971. 1930.	1 liasse
185	1947.	1 liasse
186	1961.	1 liasse
187	1971.	1 liasse
188	<i>C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS</i> Registre d'inscription des permis de conduire. 1967-1976.	1 volume
189	<i>D. ÉTRANGERS</i> Correspondance générale relative à l'enregistrement et la surveillance des étrangers. 1934-1975.	1 liasse
190	Registre des permis de travail. 1951.	1 cahier
191	Registre des étrangers. 1952-1974.	1 volume
192	Dossier relatif à la naturalisation d'un individu de nationalité polonaise. 1955.	1 chemise
193	Registre de contrôle des certificats d'inscription. 1966-1975.	1 cahier
194	Registre de contrôle des cartes d'identité. 1966-1976.	1 cahier
195	Registre des cartes d'identité. 1966-1976.	1 cahier

## VII. ÉLECTIONS

*A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES*

- 196 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1894-1974.  
1 liasse
- 197 *B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS*  
Dossier des élections communales. 1839-1970.  
1 liasse
- 198 Dossier des élections provinciales et législatives. 1936-1974.  
1 liasse
- 199 Dossier des élections au conseil de prud'hommes. 1950.  
1 liasse
- 200 Dossier relatif à la consultation populaire au sujet de la " Question Royale ". 1950.  
1 chemise

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

## A. SERVICE MILITAIRE

201	201 - 217 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1850-1975. 1850-1859.	1 chemise
202	1860-1869.	1 liasse
203	1870-1879.	1 liasse
204	1880-1889.	1 liasse
205	1890-1899.	1 liasse
206	1900-1909.	1 liasse
207	1910-1919.	1 liasse
208	1920-1924.	1 chemise
209	1925-1929.	1 chemise
210	1930-1934.	1 chemise
211	1935-1939.	1 chemise
212	1940-1944.	1 liasse
213	1945-1949.	1 liasse
214	1950-1954.	1 liasse

---

215	1955-1959.	1 liasse
216	1960-1969.	1 liasse
217	1970-1975.	1 liasse
218	218 - 219 REGISTRE DES MILITAIRES EN CONGÉ. 1882-1923. 1882-1914.	1 cahier
219	1914-1923.	1 cahier
220	Dossier relatif aux indemnités de milice et aux rémunérations militaires. 1939-1950.	1 liasse
<i>B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i>		
221	Dossier relatif à la réquisition des véhicules civils et tracteurs. 1931.	1 chemise
<i>C. GUERRES ET CONSÉQUENCES</i>		
222	Dossier relatif aux ordres et instructions de la Kommandantur de Huy. 1940.	1 liasse
223	Dossier relatif à l'organisation d'une garde rurale. 1941-1944.	1 chemise
224	Dossier relatif au sabotage de la scierie de la chapelle par la résistance belge. 1943.	1 chemise
225	Dossier relatif à l'attribution de la qualité de résistant ou réfractaire. 1948-1949.	1 chemise
226	Dossier relatif aux pensions attribuées aux prisonniers et réfractaires. 1950-1951.	1 chemise

- 227 Dossier relatif à l'attribution du brevet de reconnaissance nationale à Alfred Roosens pour avoir hébergé des résistants durant la Seconde Guerre mondiale. 1953. 2 pièces
- D. RAVITAILLEMENT*
- 228 Dossier relatif aux activités du comité local de ravitaillement. 1940-1946. 1 liasse
- 229 Registre aux délibérations du comité de ravitaillement. 1945-1946. 1 cahier
- 230 Registre des cartes de ravitaillement. 1951-1952. 1 cahier



## IX. POLICE

*A. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE*

- 231 Dossier relatif à la liste des armes remises par les habitants de la commune. 1940.  
1 chemise
- 232 Dossier relatif à l'organisation de courses cyclistes et motocyclistes. 1953-1976.  
1 liasse
- 233 Dossier relatif à la vérification des poids et mesures. 1951-1973.  
1 liasse
- B. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE*
- 234 Registre des condamnations. 1894-1932.  
1 volume
- 235 Dossier relatif à un habitant de la commune condamné à trois mois de détention pour détournement. 1940.  
1 chemise
- 236 Bulletins de condamnation. 1940-1947.  
1 liasse
- 237 Dossier relatif aux libérations conditionnelles accordées aux citoyens de la commune. 1949-1962.  
1 chemise
- 238 Permis de libération conditionnelle de prison. 1953.  
1 cahier

## X. SANTÉ PUBLIQUE

A. *IMMONDICES*

239 Dossier relatif à la gestion quotidienne des immondices. 1959-1967.  
1 chemise

B. *POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES*

240 Dossier relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse. 1939-1963.  
1 chemise

241 Registre des animaux domestiques porteurs de maladies contagieuses. 1951-1961.  
1 cahier

242 Dossier relatif à la lutte contre la peste aviaire. 1952-1971.  
1 chemise

243 Dossier relatif à la lutte contre la tuberculose bovine. 1957-1973.  
1 chemise

244 Dossier relatif à la lutte contre l'hypodermose bovine. 1958-1959.  
1 chemise

C. *CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS*

245 Dossier relatif aux immeubles classés comme taudis avec interdiction d'y habiter. 1957-1972.  
1 chemise

D. *CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES*

246 Dossier relatif aux demandes d'autorisation d'établir des dépôts de produits dangereux. 1933-1976.  
1 liasse

247 Dossier relatif aux demandes d'autorisation d'établir des dépôts d'explosifs brisants et des détonateurs. 1970-1975.  
1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS SCOLAIRES

248 Plans des bâtiments de l'école communale. 1913. 1 chemise

249 Dossier relatif à la construction d'une classe primo-gardienne.  
1951-1957. 1 liasse

2. BÂTIMENTS DU CULTE

250 Dossier relatif aux travaux de rénovation de l'église et du  
presbytère. 1927-1970. 1 liasse

251 Dossier relatif à l'agrandissement et la rénovation du cimetière.  
1936-1966. 1 liasse

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,  
LES QUAIS)

252 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin des Avins à  
Terwagne. 1849. 1 cahier

253 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins. 1854. 1 cahier

254 Dossier relatif au détournement du chemin de Borsu visant à  
permettre l'exploitation de la carrière Fourneau. 1898-1900. 1 chemise

255 Plans des travaux de raccordement des chemins n° 1 et 3. 1913. 1 chemise

256 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 5. 1928-  
1929. 1 chemise

257 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 3. 1932-  
1937.

---

		1 liasse
258	Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin de petite vicinalité n° 1. 1949-1952.	1 liasse
259	Dossier relatif au calcul de la superficie de la voirie communale. 1950-1973.	1 liasse
260	Dossier relatif aux travaux d'entretien des chemins par l'entreprise Camus. 1952-1953.	1 liasse
261	Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire des chemins de petite vicinalité. 1954-1959.	1 liasse
262	Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire des chemins non encore améliorés. 1954-1955.	1 chemise
263	Dossier relatif à l'écoulement des eaux usées sur un terrain privé. 1955-1970.	1 chemise
264	Dossier relatif à l'entretien ordinaire des chemins. 1960-1970.	1 liasse
265	Dossier relatif aux travaux d'enduisage des chemins. 1962.	1 chemise
266	Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire des chemins n° 3, 4, 6, 9, 11, 22 et 29. 1962.	1 chemise
267	Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire du chemin vicinal n° 3 entre le passage à niveau et le pont de chemin de fer. 1966-1967.	1 liasse
268	Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin vicinal n° 3 entre le passage à niveau et le pont de chemin de fer. 1967.	1 chemise
269	Dossier relatif aux travaux au passage à niveau près de l'ancienne gare des Avins. 1973-1974.	1 chemise

- 
- 270 Dossier relatif aux travaux de dédoublement des conduits de refoulement entre la station de pompage des Avins et le réservoir principal de Clavier. 1974.  
1 chemise
- 271 Dossier relatif à l'élargissement du chemin de la ferme Neufcœur au château de Hoyoux. 1975.  
1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 272 Dossier relatif aux travaux de construction d'un barrage mobile dans le lit du Hoyoux. 1884-1924.  
1 liasse
- 273 Dossier relatif aux travaux de curage du Hoyoux. 1931-1934.  
1 chemise
- 274 Dossier relatif aux travaux de rectification du Hoyoux. 1955.  
1 liasse
- D. TRAVAUX FORESTIERS*
- 275 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des bois. 1962-1975.  
1 chemise
- E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
- 1. DISTRIBUTION D'EAU*
- 276 Dossier relatif au projet d'extension de la conduite d'eau de Clavier-Terwagne-Seny-Warzée aux communes de Warzée, Bois-et-Borsu, Les Avins et Bende-Jenneret. 1901-1975.  
1 liasse
- 277 Dossier relatif aux travaux d'extension de la distribution d'eau de Grand-Avin vers Petit-Avin. 1931.  
1 liasse
- 278 Dossier relatif aux travaux à exécuter pour la suppression des bornes fontaines et l'alimentation par raccords privés. 1939.  
1 chemise
- 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ*
- 279 Plans des travaux de modification du réseau de distribution. 1974.  
1 chemise

- 280 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC  
Dossier relatif à l'installation et à l'entretien du réseau d'éclairage.  
1950-1966.  
1 chemise
- 281 4. TÉLÉPHONE  
Dossier relatif au raccordement au réseau téléphonique et à la  
pose de câbles et poteaux dans le domaine public. 1954-1976.  
1 liasse
- 282 5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES  
Dossier relatif à l'installation d'une ligne aérienne de  
télédistribution. 1975.  
1 chemise
- 283 Dossier relatif à l'amélioration du réseau suite à des réclamations  
sur le fonctionnement de la télédistribution. 1975-1976.  
1 chemise
- 284 *F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*  
Dossier relatif aux projets de lotissement. 1964-1975.  
1 liasse

## XII. ENSEIGNEMENT

*A. ORGANISATION*

- 285 Dossier relatif à la création d'une classe supplémentaire de primo-gardienne afin de palier au surplus de la population scolaire. 1937-1938.  
1 chemise
- 286 Dossier relatif au projet de transfert de l'école dans la maison communale. 1951.  
1 chemise
- 287 Dossier relatif à l'intégration de l'école communale dans le groupe scolaire de la commune de Clavier. 1976.  
1 chemise

*B. ÉQUIPEMENT*

- 288 Dossier relatif aux fournitures scolaires disponibles à l'école communale des filles. 1928.  
1 pièce

*C. FINANCES*

- 289 Registres des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux. 1887-1936.  
1 liasse

## XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

290

Dossier relatif au recensement des installations sportives. 1971.

1 chemise



## XIV. ÉCONOMIE

*A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE*

- 291**      **Fiches d'exploitants agricoles du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement. 1945.**  
1 liasse
- 292**      **292 - 294 RECENSEMENT AGRICOLES. 1935-1976. 1935-1955.**  
1 liasse
- 293**      **1950-1976.**  
1 liasse
- 294**      **1957-1960.**  
1 liasse
- 295**      **Dossier relatif aux constatations de dégâts ou pertes de récoltes ou d'embravements. 1951-1974.**  
1 liasse
- 296**      **296 - 298 DOSSIER RELATIF AU PROJET DE REMEMBREMENT ET DE BONIFICATION DES BIENS RURAUX. 1959-1968. Études.**  
1 liasse
- 297**      **Plans.**  
1 liasse
- 298**      **Observations.**  
1 liasse
- 299**      **Dossier relatif aux primes accordées aux producteurs de céréales fourragères. 1961-1965.**  
1 chemise
- 300**      ***B. ÉLEVAGE***  
**Dossier relatif aux taureaux admis à la monte publique. 1951-1952.**  
1 chemise
- 301**      ***C. COMMERCE***  
**Dossier relatif aux demandes de cartes de marchand ambulant. 1935-1974.**

1 chemise

- 302** XV. AFFAIRES SOCIALES  
Comptes et versements opérés par la caisse de retraite sous la  
garantie de l'État. 1906-1910. 1 liasse
- 303** Registre d'inscription des ayants-droits à la pension de vieillesse  
majorée. 1947-1957. 1 volume
- 304** Registre pour l'inscription des livrets de travail. 1951. 1 cahier

---

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE  
PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. GÉNÉRALITÉS

305 Registre aux délibérations. 1826-1860. 1 cahier

2. FINANCES

306 - 317 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1812-1925.  
1812, 1817, 1818. 1 chemise

307 1822, 1823, 1825-1829. 1 chemise

308 1830-1839. 1 chemise

309 1840-1849. 1 chemise

310 1850-1859. 1 chemise

311 1860-1869. 1 chemise

312 1870-1879. 1 chemise

313 1880-1889. 1 chemise

314 1890-1899. 1 chemise

315 1900-1909. 1 chemise

316 1910-1919. 1 chemise

317 1920-1925.

---

		1 chemise
318	318 - 328 COMPTES ANNUELS. 1820-1924. 1820-1823, 1825-1828.	1 chemise
319	1830-1835.	1 chemise
320	1841-1849.	1 chemise
321	1850-1859.	1 chemise
322	1860, 1861, 1863-1869.	1 chemise
323	1870-1879.	1 chemise
324	1880-1889.	1 chemise
325	1890-1899.	1 chemise
326	1900-1909.	1 chemise
327	1910-1919.	1 chemise
328	1920-1924.	1 chemise
	<i>B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE</i>	
	1. GÉNÉRALITÉS	
329	Registre aux délibérations. 1905-1951.	1 cahier
330	Extraits du registre aux délibérations. 1957-1975.	1 liasse

---

331	2. ORGANISATION Rapports annuels. 1927-1936, 1950-1955.	1 chemise
332	3. PERSONNEL Dossier relatif à la nomination du président et des membres de la commission. 1905-1965.	1 liasse
	4. FINANCES	
333	<i>333 - 338 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1926-1976.</i> 1926-1929.	1 chemise
334	1931-1934, 1936-1939.	1 chemise
335	1940-1949.	1 liasse
336	1950-1959.	1 liasse
337	1960-1969.	1 liasse
338	1970-1976.	1 liasse
339	<i>339 - 345 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1925-1977.</i> 1925-1929.	1 chemise
340	1930-1939.	1 chemise
341	1940-1949.	1 liasse
342	1950-1959.	1 liasse
343	1960-1969.	

---

		1 liasse
344	1970-1974.	1 chemise
345	1972-1977.	1 liasse
346	<i>346 - 375 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1937-1973.</i> 1937.	1 chemise
347	1938.	1 chemise
348	1939.	1 chemise
349	1943.	1 chemise
350	1944.	1 chemise
351	1945.	1 chemise
352	1946.	1 chemise
353	1947.	1 chemise
354	1948.	1 chemise
355	1949.	1 chemise
356	1950.	1 chemise
357	1951.	1 chemise
358	1952.	

---

		1 chemise
359	1954.	2 pièces
360	1956.	1 chemise
361	1957.	1 chemise
362	1958.	2 pièces
363	1959.	1 chemise
364	1960.	1 chemise
365	1961.	2 pièces
366	1962.	1 chemise
367	1963.	1 chemise
368	1964.	1 chemise
369	1965.	1 chemise
370	1966.	1 chemise
371	1967.	1 chemise
372	1968.	1 chemise
373	1969.	1 chemise
374	1970.	1 chemise



- 
- |     |   |           |
|-----|---|-----------|
| 375 | 1973.   | 1 chemise |
| 376 | États des sommes dues par le fonds commun, la province de Liège et l'État belge à la commission. 1914-1947. | 1 chemise |
| 377 | Correspondance du receveur à destination du président de la commission. 1954-1971.                          | 1 chemise |
| 378 | Comptes de fin de gestion que remettent les receveurs sortants aux receveurs rentrants. 1963-1971.          | 1 chemise |
| 379 | Grands-livres des recettes et dépenses. 1971-1976.  | 1 liasse  |
| 380 | 5. EXÉCUTION DES TÂCHES<br>Dossier relatif aux demandes d'assistance. 1956-1966.                            | 1 liasse  |

## XVII. FABRIQUE D'ÉGLISE DES AVINS

381	381 - 393 BUDGETS ANNUELS. 1811-1976. 1811.	1 pièce
382	1822, 1826-1829.	1 chemise
383	1871-1879.	1 chemise
384	1880-1889.	1 chemise
385	1890-1899.	1 chemise
386	1900-1909.	1 chemise
387	1910-1919.	1 chemise
388	1920-1929.	1 chemise
389	1930-1939.	1 chemise
390	1940, 1942-1949.	1 chemise
391	1950-1959.	1 chemise
392	1960-1969.	1 chemise
393	1970-1976.	1 chemise
394	394 - 410 COMPTES ANNUELS. 1807-1974. 1807.	1 cahier

---

395	1816-1819.	1 chemise
396	1820, 1821, 1823, 1824, 1829.	1 chemise
397	1845, 1846, 1848, 1849.	1 chemise
398	1851, 1852, 1857-1859.	1 chemise
399	1860, 1862, 1863, 1868.	1 chemise
400	1871-1879.	1 chemise
401	1880-1889.	1 chemise
402	1890-1899.	1 chemise
403	1900-1909.	1 chemise
404	1910-1912, 1914, 1915, 1917-1919.	1 chemise
405	1920-1929.	1 chemise
406	1930-1938.	1 chemise
407	1940-1949.	1 chemise
408	1950-1959.	1 chemise
409	1960-1969.	1 chemise
410	1970-1974.	1 chemise
411	Dossier relatif aux donations privées à la fabrique d'église. 1912-	

1957.

1 chemise